



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

## **Règlement de consultation (RC)**

Modernisation du réseau radio CRISTAL de la DREAL Centre-Val de Loire

### **Référence de la consultation**

---

**DREAL\_CVL\_POTEAUX\_2025**

### **Pouvoir adjudicateur**

---

État – Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

### **Représentant le pouvoir adjudicateur**

---

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon – CS 96 407

45 064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : [dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

### **Objet de la prestation**

---

Modernisation du réseau radio CRISTAL de la DREAL Centre-Val de Loire, fourniture et installation ou remplacement de poteaux supports d'antennes

**Procédure de passation**

---

Procédure formalisée - Appel d'offre ouvert

**Date et heure limite de remise des plis**

---

**27/07/2025 – 23h00**

**Code GM - CPV**

---

44212225 Poteaux

32420000-3 Matériel de réseau

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1 Procédure de passation .....	4
3.2 Allotissement.....	4
3.3 Forme et étendue de l'accord-cadre .....	4
3.4 Tranches.....	5
3.5 Durée du marché .....	5
3.6 Lieux et dates d'exécution .....	5
3.7 Variantes obligatoires.....	5
3.8 Variantes à l'initiative des soumissionnaires .....	5
3.9 Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.10 Considérations sociales .....	5
3.11 Considérations environnementales.....	5
<b>ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>6</b>
4.1 Contenu des documents de la consultation .....	6
4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques.....	6
4.2.1.1 Modalités de retrait et de consultation des documents .....	6
4.2.1.2 Conditions de transmission des plis .....	6
4.3 Présentation des dossiers et format des fichiers.....	7
4.4 Horodatage .....	7
4.5 Copie de sauvegarde papier / physique électronique .....	7
4.6 Copie de sauvegarde électronique .....	8
4.7 Antivirus.....	8
4.8 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre) .....	9
4.8.1 Date et heure de réception des plis .....	9
4.8.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions .....	9
4.8.3 Modification des documents de la consultation .....	9
4.8.4 Prolongation du délai de réception des offres.....	9
<b>ARTICLE 5 - CANDIDATURE .....</b>	<b>9</b>
5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	9
5.2 Motifs d'exclusion .....	10
5.3 Présentation de la candidature .....	10
5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	11
5.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....	11
5.4 Niveaux minimaux de participation .....	12
5.5 Examen des candidatures .....	12
5.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs .....	12
<b>ARTICLE 6 - OFFRE .....</b>	<b>13</b>
6.1 Présentation de l'offre.....	13
6.2 Examen des offres .....	13
6.3 Critères d'attribution.....	14
6.4 Méthode de notation des offres .....	14
6.5 Durée de validité des offres.....	16
<b>ARTICLE 7 - ATTRIBUTION .....</b>	<b>17</b>
7.1 Mise au point.....	17
7.2 Signature de l'accord-cadre .....	17
<b>ARTICLE 8 - LANGUE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9 - CONTENTIEUX .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 10 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE .....</b>	<b>17</b>

## Article 1 - ACHETEUR

**Pouvoir adjudicateur** : État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

**Représentant le pouvoir adjudicateur** : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2  
Tél. : 02-36-17-41-41  
Fax : 02-36-17-41-01  
Mail : [dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

## Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objet la fourniture et l'installation ou le remplacement de poteaux supports d'antennes dans un objectif de modernisation du réseau radio CRISTAL de la DREAL Centre-Val de Loire.

Le réseau CRISTAL est un système de collecte de données hydrométéorologiques dédié à la prévision et la gestion des crues et des étiages de la Loire et de ses affluents. Il est, dans son ensemble déployé sur un assez vaste territoire, intégrant une grande partie du bassin versant amont de la Loire et de ses principaux affluents : Allier, Cher, Indre.

La prévision des crues est une mission de veille permanente qui fait appel à des données de hauteurs et de débits mesurées en continu dans les cours d'eau en différentes stations ainsi que des données pluviométriques. Ce réseau assure la surveillance en continu du niveau des rivières du bassin au travers des données collectées par un réseau de télémesures (près de 500 stations de mesure de données hydrologiques) en temps réel.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Le cahier des clauses administratives générales applicables est le CCAG de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021.

## Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-1 à 5 du code de la commande publique.

### 3.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

### 3.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu :

- sans minimum, avec un maximum de 200 000 euros HT.

### **3.4 Tranches**

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

### **3.5 Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois. Il peut être reconduit tacitement par périodes successives d'un an, dans la limite de 3 reconductions, sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Sauf décision contraire notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire au plus tard 3 mois avant l'échéance de la période en cours, la reconduction est réputée acquise.

### **3.6 Lieux et dates d'exécution**

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :

- **Allier (03), Cher (18), Eure et Loir (28), Indre (36), Indre et Loire (37), Loir et Cher (41), Loiret (45), Essonne (91) et Seine et Marne (77).**

### **3.7 Variantes obligatoires**

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

### **3.8 Variantes à l'initiative des soumissionnaires**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

### **3.9 Prestations supplémentaires éventuelles**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

### **3.10 Considérations sociales**

Le présent marché public ne comporte pas de considérations sociales.

### **3.11 Considérations environnementales**

Le présent marché public comporte des considérations environnementales.

## Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

### 4.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation (RC)
- un bordereau de prix (BPU)
- un détail quantitatif estimatif (DQE)
- le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes (CCAP)
- un acte d'engagement (AE)
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP)

### 4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

#### 4.2.1.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) à la référence suivante : **DREAL\_CVL\_POTEAUX\_2025**.

#### 4.2.1.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plateforme.

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur. Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

#### **4.3 Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

#### **4.4 Horodatage**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixée par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

#### **4.5 Copie de sauvegarde papier / physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

#### **4.6 Copie de sauvegarde électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

#### **4.7 Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.



#### 4.8 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature et offre)

##### 4.8.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **27/07/2025 à 23h00**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

##### 4.8.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

##### 4.8.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

##### 4.8.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

## **Article 5 - CANDIDATURE**

### 5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## 5.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

**En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur**, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L2141-7-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'exclure de la présente procédure de passation les opérateurs économiques soumis à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement qui ne justifient pas avoir établi **leur bilan des émissions de gaz à effet de serre pour l'année précédant** celle de la publication de l'avis d'appel à la concurrence ou, à défaut, de l'engagement de la consultation.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

## 5.3 Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

### 5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

### 5.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété **pour** chaque membre du groupement.

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli **par** chaque membre du groupement.

#### 5.4 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

#### 5.5 Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

#### 5.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Les documents justificatifs sont les suivants :

- en cas de redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés ;
- un document permettant d'identifier la (ou les) personne(s) habilitée(s) de plein droit à engager l'entreprise : extrait K-bis ou équivalent ;
- si le signataire du marché n'apparaît pas sur le document précédent, une délégation de pouvoir, signée par la personne habilitée de plein droit à représenter l'entreprise (dont le nom est mentionné dans l'extrait K-bis ou équivalent) ou, le cas échéant, copie des pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre le signataire du marché et cette personne ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banque(s) ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

- Pour les entreprises soumises à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement, un exemplaire du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) pour l'année précédant celle de la publication de l'avis d'appel à la concurrence ou, à défaut, de l'engagement de la consultation.

## **Article 6 - OFFRE**

### **6.1 Présentation de l'offre**

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- un acte d'engagement complété et signé ;
- le mémoire technique détaillé ;
- un bordereau de prix (BPU) complété et signé ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) complété ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- le cas échéant, la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;

### **6.2 Examen des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières et inacceptables dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

### 6.3 Critères d'attribution

Critère d'attribution	Pondération
<b>1. Le prix des prestations :</b> Apprécié au vu du bordereau des prix, du détail quantitatif estimatif, noté sur <b>20</b> .	60%
<b>2. Valeur technique de l'offre</b> qui sera appréciée au vu du mémoire explicatif et décomposée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• Proposition technique ;</li><li>• Méthodologie de conception ;</li><li>• Mode opératoire de réalisation des ouvrages ;</li><li>• Réception de l'ouvrage ;</li><li>• Maintenance et exploitation de l'ouvrage</li></ul>	30%
<b>3. Critère environnemental :</b> Performance environnementale de la méthodologie et des moyens mis en œuvre pour la réalisation de la prestation (bilan carbone, performance dans la gestion des déchets, réduction des nuisances liées au chantier, etc.)	10%

### 6.4 Méthode de notation des offres

#### **Concernant le critère 1. Prix des prestations :**

L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 20.

Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale inférieure :

$$Note_{prix} = \frac{MIN}{M} \times 20$$

Avec :

MIN = montant de l'offre la moins chère ;

M = montant de l'offre considérée.

40 = la note maximale qu'une offre peut obtenir.

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 et R.2152-3 à 5 du code de la commande publique, dans le cas où leurs offres paraîtraient anormalement basses, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par le pouvoir adjudicateur permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

**Concernant le critère 2. Valeur technique :**

Le critère technique de l'offre sera évalué selon le barème ci-dessous.

Chacun des sous-critères sera évalué de 0 à 5.

Chaque note sur 5 sera additionnée pour donner une note sur 25, elle sera ensuite ramenée sur 20.

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant.
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

### **Concernant le critère 3. Critère environnemental :**

Le critère environnemental sera également noté selon le même barème (ci-dessous) permettant d'obtenir une note sur 5, elle sera ramenée sur 20.

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant.
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

**La note de l'offre sera la somme de ces trois notes :**

$$\text{Note offre} = \text{Note}_{\text{technique}} \times 0,3 + \text{Note}_{\text{prix}} \times 0,6 + \text{Note}_{\text{environnement}} \times 0,1$$

À l'issue de l'analyse, les offres sont classées dans l'ordre décroissant en fonction de la note globale obtenue par chaque offre. Le candidat obtenant la note totale la plus élevée est l'attributaire du marché.

L'offre du candidat ayant la note finale la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère n° 1, la plus élevée déterminera le candidat pressenti.

### **6.5 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des plis.



En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE en précisant la durée de prorogation.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

## **Article 7 - ATTRIBUTION**

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

### **7.1 Mise au point**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

### **7.2 Signature de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique, elle devra respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

## **Article 8 - LANGUE**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## **Article 9 - CONTENTIEUX**

Le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

## **Article 10 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.